
Synthèse de documents

SUJET 3A5

SUJET : La Turquie a-t-elle les moyens de ses ambitions ?

Consignes :

- L'objectif du présent devoir est de répondre à la question formulée ci-dessus en vous appuyant sur les documents suivants.
- Les arguments développés utiliseront les documents en évitant le piège de la paraphrase et pourront être enrichis par des éléments d'actualité.
- Le développement sera divisé en 2 ou 3 parties clairement apparentes. Une attention particulière devra être accordée aux transitions entre les arguments et entre les parties.
- Ne perdez pas de temps à présenter et à citer les documents.

Les deux pays suscitent les inquiétudes de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) depuis une soudaine montée des tensions, le 10 août.

A cette date, la Turquie envoie le navire de prospection sismique *Oruç Reis*, escorté de navires de guerre, pour sonder les fonds marins d'une zone qu'elle dispute à la Grèce, à la recherche d'hydrocarbures. Le navire a beau avoir regagné les côtes turques, dimanche 13 septembre, Ankara a assuré qu'elle ne renonçait pas à ses droits dans cette zone de Méditerranée orientale

En réponse, Athènes a lancé des manœuvres navales, auxquelles ont répondu des exercices militaires turcs, accompagnés d'une surenchère de menaces entre la Turquie, la Grèce, Chypre, mais aussi la France, voire l'Union européenne, jusqu'à l'annonce par la Grèce, le 12 septembre, d'un important programme d'achat d'armes. Ce bras de fer n'est cependant que le dernier acte d'un conflit latent depuis des décennies entre la Grèce et la Turquie au sujet du partage des eaux en mer Egée et Méditerranée orientale.

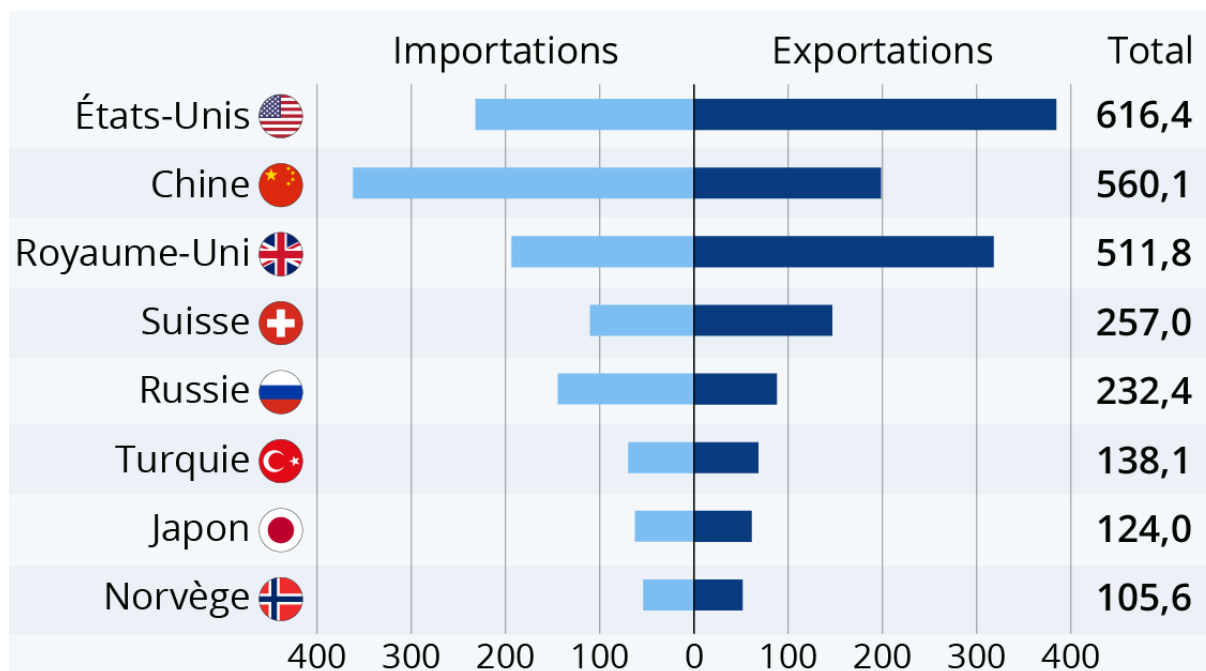
Les différends territoriaux entre la Grèce, ancien territoire de l'Empire ottoman, et la Turquie datent de plus d'un siècle. Dans la période récente, lorsque la Turquie recherchait du pétrole en mer Egée, les deux pays se sont déjà opposés dans les années 1970 et avaient frôlé l'affrontement armé pour cette même raison en 1987, puis à nouveau en 1996 en se disputant la souveraineté d'îlots. Mais le conflit a pris une tout autre dimension avec la découverte, ces dix dernières années, d'importantes réserves de gaz naturel en Méditerranée orientale. Réserves dont la Turquie n'a pas bénéficié, faute, estime-t-elle, d'une reconnaissance de ses droits sur certaines zones disputées.

Regain de tension en Méditerranée orientale



Document n°2 :

Volume des échanges avec les partenaires commerciaux majeurs de l'Union Européenne en 2019, en milliards d'euros | Commission Européenne, Infographie : Statista | 14/09/2020

**Document n°3 :**

Migrants : l'UE face au cynisme de la Turquie | Le Monde | 04/03/2020

Que des populations civiles en détresse soient dramatiquement utilisées comme moyens de pression dans les rapports de force internationaux n'est pas nouveau. Mais le chantage aux migrants qu'exerce sur l'Union européenne (UE) Recep Tayyip Erdogan dépasse en cynisme, mais aussi en potentiel de déstabilisation, la plupart des précédents récents. Les réfugiés que le président turc menace de faire déferler sur l'Europe fuient une guerre, celle menée autour d'Idlib, dernier bastion rebelle en Syrie, qu'il s'emploie lui-même à prolonger.

En annonçant, jeudi 27 février, l'ouverture de sa frontière occidentale avec la Grèce, Ankara a non seulement donné implicitement le signal de la ruée vers l'Europe aux 3,6 millions de réfugiés du conflit syrien déjà présents en Turquie, mais brandi la menace d'en faire éventuellement de même pour le million de personnes qui, fuyant l'enfer d'Idlib, se massent aux abords de la frontière turque.

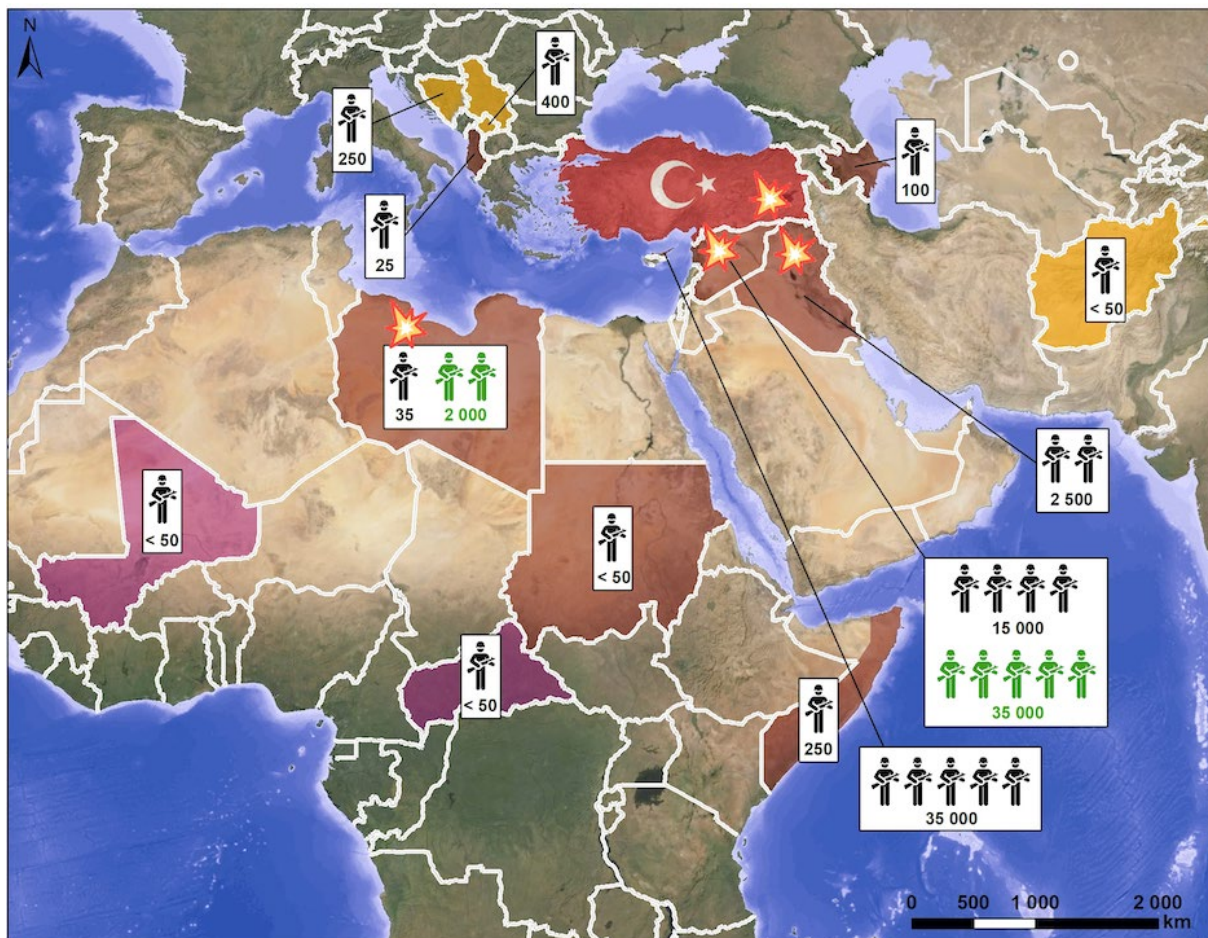
Le message est clair : la Turquie se fait fort de réitérer le scénario de 2015, lorsque 1 million de personnes déplacées par la guerre civile syrienne avaient traversé son territoire pour franchir les frontières de l'UE, déclenchant dans l'Union une crise humanitaire, sécuritaire et politique, qui n'a cessé de nourrir l'extrême droite. L'afflux de réfugiés n'avait été endigué, à partir de mars 2016, qu'au prix d'un accord aux termes duquel Ankara s'engageait à leur barrer la route de l'Europe, moyennant le versement par l'UE d'une somme de 6 milliards d'euros, destinée aux associations humanitaires.

Surévaluant grossièrement, à dessein, le flux de déplacés cherchant à passer en Grèce, la Turquie cherche à reproduire les effets délétères obtenus alors : division et déstabilisation des Vingt-Sept, raidissement des opinions, montée des populismes. Les scènes montrant des policiers grecs repoussant des migrants à coups de gaz lacrymogène, ou la hargne de certains habitants de l'île de Lesbos contre les demandeurs d'asile, reflètent à la fois la malignité de la stratégie turque et la fragilité de l'UE, acculée à employer la force au mépris de ses principes.

Plutôt que de céder à une quelconque panique, l'UE doit faire montre à la fois de solidarité, de fermeté, de réalisme et d'humanité. Solidarité financière et politique avec la Grèce et la Bulgarie, pays situés en première ligne. Fermeté, à l'égard du chantage de la Turquie qui doit gérer les conséquences humaines de sa condamnable intervention militaire en Syrie et cesser son jeu ambigu entre OTAN et Russie. Réalisme : la géographie et l'histoire font de la Turquie un partenaire obligé de l'UE. Humanité enfin, car l'Union européenne ne mériterait plus son nom si elle ne prenait pas sa part dans l'accueil des réfugiés. Jamais la nécessité, pour la pérennité de l'UE, d'un partage de la charge de la demande d'asile et d'une stratégie commune en matière d'immigration n'a été aussi impérieuse.

Document n°4 :

Les forces armées turques dans le monde | Les clés du Moyen-Orient | 16-07-2020



OPÉRATIONS EXTÉRIEURES ET PRÉPOSITIONNEMENT DES FORCES ARMÉES TURQUES

- | | | | |
|---|---|---|--|
|  | Militaires turcs |  | Territoire turc |
|  | Auxiliaires syriens d'Ankara ("Armée nationale syrienne") |  | Intervention unilatérale ou encadrée par un accord bilatéral |
|  | Engagement dans des affrontements armés |  | Présence dans le cadre de l'OTAN |
| | |  | Présence dans le cadre de l'ONU |

Document n°5 :

La Turquie défie l'Otan et les États-Unis en tirant des missiles du système russe de défense aérienne S-400 | Opex360.com | 16-10-2020

Comme l'on pouvait s'y attendre, après les mouvements observés ces derniers jours dans la région de Sinop, sur les bords de la mer Noire, et la publication d'un avis y interdisant tous les vols à proximité, les forces turques ont utilisé le système russe de défense aérienne S-400 « Triumph » en tirant des missiles contre des drones cibles de type Banshee, ce 16 octobre.

Des images montrant le départ d'un de ces missiles intercepteurs ont été diffusées via les réseaux sociaux. La chaîne de télévision Haber 7, proche du gouvernement, a confirmé l'information, de même que d'autres médias turcs et Reuters. Citant une source militaire, l'agence de presse russe Tass a évoqué le tir de trois missiles. « Tous ont réussi à atteindre les cibles désignées », a-t-elle indiqué.

Cela étant, la Turquie avait déjà commencé à éprouver le système S-400 en testant ses radars avec des F-16 appartenant à ses forces aériennes, en novembre 2019.

« C'est inquiétant. Nous restons confiants et parlons encore aux Turcs pour essayer de trouver une voie de sortie. Je ne veux pas m'avancer sur ce que le président peut faire ou pas. Mais nous avons clairement exprimé au gouvernement turc notre volonté de les voir s'éloigner de la mise en opération complète » des S-400, avait alors réagi Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine.

Pour Washington, l'utilisation d'un tel système de facture russe est incompatible avec la mise en œuvre d'avions F-35. Ce qui valut à la Turquie d'être exclue de ce programme conduit par Lockheed-Martin, alors qu'elle avait commandé 100 exemplaires de cet appareil et que les premiers venaient de lui être livrés aux États-Unis.

Au début du mois, lors d'une visite à Ankara, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a une nouvelle fois rappelé aux responsables turcs, qu'il a pourtant caressé dans le sens du poil, que le système S-400 ne pouvait pas être intégré au système de défense aérienne et antimissile de l'Alliance. Mais rien n'y a fait. Tout comme la menace de sanctions lancée par Washington en cas d'activation des systèmes russes. D'ailleurs, la réaction du département d'État n'a pas traîné.

Document n°6 :

Dans la tourmente, la devise turque tente de se stabiliser | Les Echos | 15/11/2020

Les attaques du président Erdogan à l'égard de l'Occident et notamment de la France ont eu un effet néfaste persistant sur sa monnaie et ses marchés (obligations, actions). Leur prime de risque a augmenté. Elle est repartie à la baisse vendredi après une accalmie jeudi. En cours de journée, elle cédait plus de 1% à 8,38 livres par dollar et 9,79 livres par euro. La devise européenne s'approche du seuil des 10 livres.

Berat Albayrak, le Ministre du Trésor et des Finances de la République de Turquie, exclut des mesures de contrôle des capitaux afin de ne pas inquiéter les investisseurs et les créanciers étrangers. En 2018, les non-résidents détenaient autour de 55 milliards de dollars d'actions turques contre moins de 20 milliards cette année. Le pays a connu des ventes massives d'actifs turcs (actions et obligations) par les étrangers entre février et mai. De nouvelles sanctions européennes et américaines accéléreraient la fuite des capitaux et mettraient en péril le rebond de son économie.

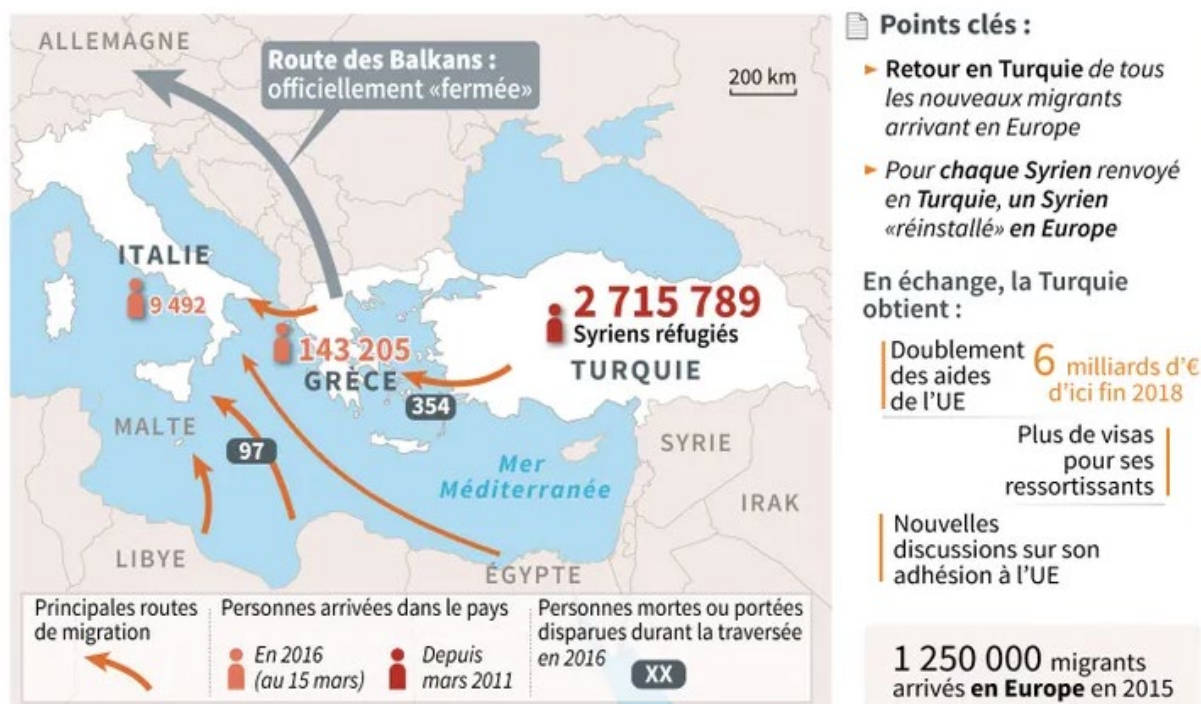
Cette année, la banque centrale turque a vendu près de 90 milliards de dollars pour soutenir sa monnaie, dont 16 milliards en août selon la banque Goldman Sachs. Ce rythme d'interventions n'est plus tenable compte tenu de la faiblesse de ses réserves et des effets limités de ses opérations. En 2019, elle avait vendu pour près de 40 milliards de dollars contre des livres. Les réserves de change de la banque centrale, qui lui permettent d'intervenir sur le marché, ont fondu à cause de ses interventions répétées depuis deux ans. Au troisième trimestre, la banque centrale turque a même vendu 45,4 tonnes

d'or pour récupérer des liquidités. Au début de l'été, elle en détenait 687 tonnes, selon le Conseil mondial de l'or.

Une hausse des taux d'intérêt par la Banque Centrale turque pourrait stopper le plongeon de la monnaie turque. Elle pourrait porter son taux d'intérêt à 15 % dans le cadre de ses prêts aux banques turques. En comparaison, le taux de la Banque Centrale Européenne est de 0%. Du fait de l'attentisme de sa banque centrale et la chute de la livre, la Turquie devrait enregistrer la plus forte inflation des pays émergents (12 % cette année et 11 % en 2021). Le plongeon de sa monnaie va néanmoins accroître la compétitivité des exportations turques qui évoluaient à un rythme plus élevé que la plupart des pays émergents avant la pandémie du Covid-19.

Document n°7 :

L'UE et la Turquie scellent un accord controversé pour stopper l'afflux de migrants vers l'Europe | La Croix | 19/03/2016



Document n°8 :

Paris également favorable à une suspension de l'union douanière avec la Turquie | La Libre.be | 09/11/2020

Paris demanderait cela comme "sanction" face à Ankara, pour l'attitude agressive du président turc Recep Tayyip Erdogan envers Emmanuel Macron ainsi que pour les incursions turques répétées au large des côtes chypriotes et grecques, à la recherche d'hydrocarbures. Fin octobre, la Grèce avait déjà demandé d'agir sur ce plan pour réprimer économiquement les actions turques. Le ministre grec des Affaires étrangères, Níkos Déndias, avait envoyé un courrier au commissaire européen chargé de l'élargissement Oliver Varhelyi, lui demandant d'examiner une suspension éventuelle de l'union douanière UE-Turquie. Cette union est en vigueur depuis 1995 et couvre les produits industriels et les produits agricoles transformés. Les produits agricoles non-transformés et les produits de l'acier et du charbon sont quant à eux concernés par des accords préférentiels. Lors du sommet européen de début octobre, Chypre avait poussé pour l'adoption de sanctions envers Ankara, mettant même dans la balance son feu vert aux sanctions européennes dans un autre dossier, celui de la Biélorussie. Mais les dirigeants européens s'étaient quittés sur un message mettant en avant la nécessité d'un dialogue formel entre la Turquie et les États de Méditerranée orientale en conflit avec elle, remettant à plus tard une éventuelle

décision. L'Europe avait alors promis de suivre la situation de près et de revenir sur le sujet au plus tard lors du sommet de décembre. Tentant de manier la carotte et le bâton, les dirigeants des 27 avaient affirmé qu'ils n'hésiteraient pas à "utiliser tous les instruments disponibles" si Ankara continuait d'agir unilatéralement et illégalement. Parallèlement, ils indiquaient que "sous réserve d'efforts constructifs" de la Turquie, l'Europe remettrait sur la table la modernisation de l'union douanière et la facilitation des échanges commerciaux, entre autres. Mettre fin à l'union douanière serait un coup dur porté à l'économie turque.

La Turquie, qui précédemment a déjà plusieurs fois ignoré les ultimatums européens sur la Méditerranée orientale, a prolongé début novembre la mission d'un navire d'exploration gazière dans une zone disputée avec Athènes. Parallèlement, le président Erdogan a multiplié les réactions incendiaires envers Emmanuel Macron et la France, dernièrement en qualifiant de "provocation" la dissolution en France du mouvement ultranationaliste turc des "Loups Gris". Mais pour le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, « nous ne sommes pas dans un affrontement franco-turc, c'est devenu une question entre l'ensemble de l'Europe et la Turquie ». Le quai d'Orsay souligne que les positions française et allemande se sont rapprochées après les propos d'Erdogan et qu'« un mouvement d'unité européenne » est né, en témoigne le soutien apporté par de nombreux chefs de gouvernement à la France.